Le nouveau nationalisme basque

Francis Jauréguiberry

▶ **To cite this version:**

Francis Jauréguiberry. Le nouveau nationalisme basque. P. Bidart. Processus sociaux, idéologies et pratiques culturelles dans la société basque, Presses universitaires de Pau, pp. 163-183, 1985. hal-01671066

HAL Id: hal-01671066
https://hal.science/hal-01671066

Submitted on 23 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le nouveau nationalisme basque

Francis JAUREGUIBERRY
Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques, Paris

I. — EUSKADI : UN ETAT D'EXCEPTION PERMANENT

Si, au lendemain de la guerre civile, la répression est terrible sur tout le territoire de l'Etat espagnol, elle revêt en Pays Basque une dimension particulière : elle touche ici non seulement ceux de l'autre camp, « les rouges », mais l'ensemble de la population prise uniformément. La haine des franquistes pour l'Espagne rouge *(España roja)* n'eut en effet d'égale que l'aversion que leur inspirait l'idée d'une Espagne éclatée (*España rota)*. Or, les élections d'avant-guerre venaient de le rappeler avec éclat, les « rouges » et les « séparatistes » représentaient alors l'immense majorité des Basques (excepté en Navarre). L'heure de la victoire sonnée, les franquistes ne manqueront pas, avec leur rigidité toute arithmétique, de faire payer cher aux Basques le résultat de cette addition.

Ceux-ci sont globalement taxés de « traîtres à la patrie », de « rebelles aux intérêts supérieurs de la nation », tandis que Millan Astray, un des chefs de l'armée franquiste, assimile le Pays Basque au « cancer du corps de la nation ». Tout est alors mis en œuvre pour exterminer ce que Franco et ses amis appelaient la « lèpre marxiste et

séparatiste ». Les principaux militants politiques, culturels et syndicaux sont fusillés, emprisonnés ou contraints à l'exil; l'ensemble des libertés et prérogatives accordées au Pays Basque par le statut d'Autonomie de 1936 sont supprimées; les symboles ou toute manifestation pouvant rappeler de quelque façon que ce soit le fait différentiel basque sont pourchassés, etc.

Cette répression est d'autant plus sauvage et féroce qu'elle constitue le seul mode de domination du nouveau régime en Pays Basque. Ses deux principales sources de légitimation, celles qui consistaient à le présenter, d'un côté comme le garant de l'ordre et de l'unité de la nation, et de l'autre comme le sauveur de la religion face aux « assassins et à l'athéisme rouges », sont totalement inopérantes en Pays Basque. En effet, les Basques, quelles que fussent leurs opinions politiques, se sont accordés pour rendre hommage à la politique de maintien de l'ordre mise en œuvre par le premier gouvernement basque durant la courte période où il exerça le pouvoir. A l'inverse de ce qui se passait dans les autres régions de l'Etat espagnol, il sut prévenir tant les excès de l'extrême-droite que les débordements de l'extrême-gauche, et assura la paix civile de façon exemplaire. D'autre part, alors que l'ensemble du clergé espagnol apportait dès le début de la guerre civile son soutien total à ce qui allait devenir « la Croisade » de Franco, le clergé basque, en majorité autonomiste, appuya le gouvernement autonome mené par les démocrates-chrétiens du Parti Nationaliste Basque, et, fait unique dans la péninsule, en vint ainsi à se ranger du côté des républicains. En l'absence d'une réelle légitimation, le seul mode de domination restant au pouvoir franquiste en Pays Basque fut celui de la force, de cette « loi de guerre dure, virile et inexorable » qui contraint les vaincus à plier l'échine ou à mourir (1).

Mon intention n'est pas de décrire ici cette répression, mais il me paraît indispensable de brièvement cerner ses principales dimensions si l'on veut comprendre le mode d'émergence du nouveau nationalisme basque (2). Il s'agit d'abord d'une répression massive. Si l'on recoupe les rares statistiques dont nous disposons sur la répression durant les dernières années du franquisme, on s'aperçoit qu'entre 1960 et 1976, soit donc en l'espace de seize ans, près d'un habitant basque sur cent (tous âges et origines confondus) a été détenu par la police. Quiconque

cherche à saisir la société basque d'aujourd'hui, et en particulier la persistance du rejet presque instinctif des forces de l'ordre étatiques par une bonne partie de la population, se doit de mesurer toute l'importance de cette simple mais fondamentale donnée : il est quasiment impossible de rencontrer un Basque dont un membre de sa famille, un ami, un habitant de son quartier ou un compagnon de travail, n'ait pas été détenu par la police au cours des vingt dernières années.

En étant aussi massives, ces détentions ne pouvaient pas être sélectives. Dans la plupart des cas, les individus ne sont pas arrêtés parce qu'ils ont quelque chose à se reprocher, par exemple une appartenance politique, mais pour le simple fait de s'être trouvé là. Là dans une rue bloquée par la police, là dans un bar subitement investi, là dans un quartier bouclé. Peu importe alors d'être ethniquement basque ou pas, de se sentir nationaliste ou pas. La seule donnée qui intervient à cet instant est strictement d'ordre spatial : habiter le territoire basque.

Cet arbitraire de la répression au sein des provinces basques est d'autant plus aveugle que, dans la quasi-totalité des cas, les membres de la police sont étrangers au pays ou y résident depuis peu. En effet, le pourcentage de Basques dans la *Guardia civil* et dans la police demeure infime alors que le taux de remplacement des compagnies postées en Pays Basque, surtout durant les dernières années du franquisme, est très élevé. Ce phénomène se traduit la plupart du temps par une méconnaissance de la part des forces de l'ordre de la subtile géographie sociale des quartiers, rues, bars, etc. Au lieu de cela, c'est l'ensemble du territoire qui est globalement visé. Pour la police et les forces de l'ordre, les appartenances sociales, culturelles et même politiques, liées à la pratique de certains lieux et au partage d'une même symbolique de l'espace, demeurent indéchiffrables. Pour elles, tout le monde est avant tout basque, donc potentiellement suspect, séparatiste, terroriste, et par voie de conséquence automatiquement l'objet d'une « prophylaxie » ou d'un « traitement répressif adéquat » (3).

Durant les états d'exception, ce phénomène est encore plus manifeste. Des renforts, en provenance de Burgos, Saragosse ou Santander, sont acheminés vers le Pays Basque avec la claire mission de le « mettre au pas », de le « mater ». Avec la levée des maigres garanties du citoyen

contenu dans le *Fuero de los Espanoles* (Constitution franquiste), la légalité franquiste est elle-même supprimée : plus aucune entrave juridique ne peut alors freiner l'action des « forces de l'ordre » qui font régner de façon uniforme la terreur sur le territoire ainsi désigné. Le dernier état d'exception décrété par Franco en Pays Basque fut peut-être le plus terrible : en l'espace d'un mois (du 25 avril au 27 mai 1975), il y eut environ 3.200 arrestations, 380 condamnations, 18 blessés par balles et 6 morts, tandis que dans le même temps 46 personnes étaient hospitalisées dans un état désespéré à la suite de tortures.

Il peut paraître superflu ou même indécent de vouloir établir des distinctions géographiques suivant l'importance de la répression dans un pays aussi totalitaire que l'Espagne franquiste, mais il est des différences dont l'énormité interpelle. Ainsi, sur les 11 états d'exception décrétés au cours de toute la durée du régime franquiste, tous sauf un ont touché le Pays Basque, et cinq ont exclusivement concerné plusieurs ou la totalité de ses provinces. Durant les années 1974 et 1975, 38 personnes furent tuées sur l'ensemble du territoire de l'Etat espagnol par les forces de l'ordre au cours de contrôles, perquisitions ou manifestations. Sur ces 38 personnes, 24 furent tuées en Pays Basque, ce qui représente un quota (pour 10.000 habitants) de 9,46 contre 0,42 pour le reste des provinces de l'Etat (4). Si l'on compare maintenant le nombre d'années de prison infligées aux prisonniers politiques basques avec celui qui correspond aux prisonniers politiques des autres provinces de l'Etat, et si l'on rapporte ces chiffres au nombre d'habitants des territoires respectifs, on obtient, en décembre 1973, 8 h. 25 mn de prison par habitant basque contre 0 h 17 mn par habitant du reste des provinces de l'Etat ; 12 h. 05 mn contre 0 h. 25 mn en août 1975 et 4 h. 02 mn contre 0 h. 03 mn en novembre 1976. On pourrait multiplier les exemples : chaque fois la même discrimination des Basques apparaîtrait. Dans la *noche negra* du franquisme, le froid fut plus mordant et plus cruel en Pays Basque que partout ailleurs en Espagne.

La répression franquiste ne se contente donc pas d'être exceptionnellement dure en Pays Basque. Elle parle le langage de la différence, celle qui fait du Pays Basque un territoire « spécial », et de ses habitants des habitants « différents », « autres ». Indistinctement appréhendés comme récalcitrants, ils doivent tous « être mis au pas ». La

répression ne sévit pas « seulement », comme à Madrid, Valence ou Séville, contre les opposants au régime, les partis clandestins ou les manifestants : elle frappe ici aveuglement, destinée qu'elle est à « mater » une population prise uniformément.

II. — UNE IDENTITE NOUVELLE

En marquant ainsi la population basque, le pouvoir franquiste était en train, bien malgré lui, de secréter une possibilité tout à fait nouvelle de se sentir basque. Pour la première fois, si l'on excepte la très éphémère période d'application du statut d'Autonomie de 1936, l'ensemble des habitants des provinces basques, toutes origines confondues, se trouvaient en effet soumis à une même loi spécifique qui désignait chacun d'entre eux comme Basque. Loi d'exception, de répression permanente, à laquelle, quand bien même l'auraient-ils voulu, ils ne pouvaient se soustraire. Plus cette répression devenait forte et généralisée, et plus cette détermination transcendante de leur « basquitude » les marquait. Dans les rues, les lieux publics, les centres de travail et d'apprentissage, et jusque sur le corps des torturés, elle stigmatisait cette vérité qui allait devenir historique : tu souffres parce que tu habites ici, parce que tu es basque.

C'est du même coup une possibilité inédite de concevoir la nation basque qui apparaissait. Une nation non plus intrinsèquement portée par la race, par la langue, par ces traits différenciateurs derrière lesquels les premiers nationalistes, à la suite de Sabino Arana Goiri, avaient tellement couru, mais construite à partir du partage et de l'expérience commune d'une même loi spécifique. La répression franquiste était en somme indirectement en train de permettre le passage d'une définition essentialiste de la nation basque, en termes de communauté éthique, à une définition politico-institutionnelle de cette même nation, en termes de vécu social-historique. Se débarrassant des vieux oripeaux de sa première forme d'existence, le nationalisme basque pouvait désormais apparaître sous un jour totalement nouveau. C'est cette forme d'existence inédite que je nomme globalement ici « nouveau nationalisme basque ».

Mais ce qui précède ne veut absolument pas dire que la répression franquiste ait déterminé ou même provoqué, dans le sens mécanique de la séquence cause-effet, l'éclosion de ce nouveau nationalisme. De la même façon que

l'existence des traits ethniques basques n'expliquent en rien le dégagement du premier nationalisme à la fin du XIX[e] siècle, la répression franquiste ne suffit évidemment pas à rendre compte de l'apparition du nouveau nationalisme au cours des années 60. Une situation, quelle qu'elle soit, n'explique jamais par elle-même la conduite des acteurs qu'elle enveloppe. La signification de ce nouveau nationalisme n'apparaîtra qu'à partir du moment où, délaissant toute vision essentialiste ou, à l'inverse, purement historiciste, il sera rapporté au système d'action l'ayant produit.

III. — DE LA RESISTANCE INDIVIDUELLE A LA LUTTE COLLECTIVE

Trois grandes périodes peuvent être distinguées dans l'émergence et la mise en place du nouveau nationalisme basque. La première, qui s'achève avec les années 50, est celle de la répression systématique de tout ce qui pouvait rappeler une quelconque existence différentielle basque. Brutalement chassés de la surface visible du social, qui est sous le contrôle du pouvoir, les symboles basques vont se réfugier au sein des familles nationalistes et des cercles d'amis. En perdant par force leur caractère public, ces symboles se défont aussi de la principale fonction sociale dont les avait progressivement chargé le premier nationalisme : celle d'actualiser de façon publique l'identité ethnico-nationale basque. On connaît les fameuses diatribes des nationalistes d'avant-guerre où race, langue, culture et tradition étaient invoquées contre ce mal absolu qui avait pour nom *maketos* (5). Ce dispositif se soldait entre autres par la scission de la population basque en deux : la communauté basque d'un côté, et la communauté espagnole de l'autre ; scission recouvrant pour une large part la distinction entre autochtones et immigrés.

Cette première période est parallèlement celle du dégagement, parmi les habitants du territoire basque, du sentiment encore diffus d'être globalement différents, « autres », face à un pouvoir qui les désigne ainsi. Ils ont de plus en plus la sensation de se trouver embarqués sur un même bateau. Un bateau qui, au fur et à mesure que le caractère discriminatoire de la répression devient une évidence aux yeux de tous, semble s'éloigner chaque jour davantage des côtes de l'unité de la nation espagnole. D'un côté donc, disparition des symboles basques de la

surface du social et par voie de conséquence non-expérimentation par les nouvelles générations de leur fonction ségrégationniste d'avant-guerre, et de l'autre, dégagement progressif d'un sentiment d'appartenance nouveau lié au vécu d'une répression discriminatoire.

La seconde période s'étire du courant des années 50 à la fin du franquisme, avec une accélération constante au fur et à mesure que celle-ci approchait. Cette période est celle de l'instauration de ce que j'appelle la société souterraine basque, œuvre à la fois clandestine et transgressive des générations nées après 1935. Pour ces nouvelles générations, tout ce qui est basque est avant tout synonyme d'interdits et de pratiques clandestines. Dévalorisés et pourchassés par la société officielle, les symboles basques réapparaissent en secret dans les familles nationalistes. Ainsi, tandis qu'à l'école on enseigne aux petits Basques que « parler basque fait pleurer Jésus », leurs parents leur assurent « qu'il ne comprend que le basque » ; alors qu'il leur faut chanter avec respect l'hymne fasciste deux fois par jour (jusqu'en 1946 le bras tendu...), le début de sa diffusion à la radio déclanche immédiatement, au sein de la famille, le couperet d'un : « éteints cette cochonnerie ! » ; Franco « sauveur de la Patrie et épée de Dieu », et Franco « assassin d'Euskadi ». Chaque fois, un même travail est à l'œuvre : l'ouverture, dans l'univers de ces enfants qui auront vingt ans entre 1960 et 1970, et qui seront les principaux artisans du nouveau nationalisme, d'une incolmatable fissure rompant le bloc des interdits.

Cette fissure laisse entrevoir le merveilleux pays des transgressions. Celui du jeu, avec les écoutes à la fois cérémoniales et magiques de Radio Paris ou de Radio Euskadi (6); celui du rire, avec les pieds de nez dans le dos des policiers; celui du défoulement, avec les féroces *chistes* (histoires drôles) sur Franco et ses amis; etc. Ecouter Radio Paris, c'est la fête ! S'entendre dire qu'il faut étudier la « leçon d'éducation patriotique » (sic) « parce qu'on est bien obligé, mais que c'est de la merde », c'est réconfortant ! Le chaud des transgressions contre le froid de la discipline édictée par le régime.

Certes, en fait de pays des transgressions, il vaudrait mieux parler de jardins encore individuels : ces enfants grandissent bien dans une ambiance faite de mille transgressions, mais celles-ci sont toujours furtives, secrètes et tues. Elles ne donnent en tout cas pas lieu à une structu-

ration des pratiques qui les soutiennent autour d'un projet et d'une stratégie commune. Provoquées dans la sphère publique, ces pratiques, qu'il faut apparenter à de la résistance passive, relèvent encore du domaine privé. Ce confinement est par exemple bien repérable dans les recommandations faites aux enfants de « ne dire sous aucun prétexte à l'extérieur » que le basque est parlé à la maison, qu'un drapeau basque y est religieusement conservé et sorti le jour de l'*aberri eguna* (7), ou qu'on y chante parfois l'hymne basque entre amis.

Pourtant, ces pratiques vont perdre, en l'espace de quelques années seulement, leur caractère privé pour se muer en un principe d'affirmation collective. En effet, le passage de ces enfants à l'adolescence, et donc leur rencontre au sein des *cuadrillas,* des *peñas,* ou au cours du *poteo* ou de sorties en montagne (8), va signifier pour chacun d'eux une même expérience : la prise de conscience que ces mille résistances individuelles, que la pratique clandestine des symboles basques, loin d'être exceptionnelles, sont en fait fort répandues. Cette reconnaissance du partage de quelque chose d'à la fois secret et commun, va se solder pour eux par le dégagement d'une identité collective nouvelle, certes héritée des parents, mais vécue sous un mode totalement inédit.

Le côté le plus remarquable de cette identité est certainement son caractère intrinsèquement politique. Car, lorsqu'on connaît les dispositions prises par le pouvoir franquiste envers tout ce qui, de près ou de loin, pouvait rappeler l'existence originale des Basques, on comprend que décider de parler basque, chercher à reconstituer l'histoire de ce pays, tenter de faire renaître sa culture ou, plus simplement encore, penser que chanter en basque n'est pas un crime, soient des actes éminemment politiques et subversifs. Espaces semi-publics, encore clandestins mais déjà transgressifs, les lieux de loisir de cette jeunesse sont désormais autant de creusets où cultures basques et politique se mêlent étroitement.

C'est dans ce subtil passage, d'un investissement clandestin et privé des symboles basques à leur fonctionnement semi-public dans leur efficience transgressive, qu'il faut chercher la genèse et l'explication du développement du nouveau nationalisme. Il est arrivé un moment où, pour une grande partie de la jeunesse basque, ces symboles sont

devenus des symboles-révolte face à une société répressive, des symboles-défi contre le pouvoir franquiste.

Si l'on prend par exemple la langue basque, le fait que des dizaines de milliers de jeunes se soient mis semi-clandestinement à l'apprendre vers la fin du franquisme, demeure totalement incompréhensible tant que l'on s'en tient aux « dogmes » de notre modernité (rationalité instrumentale, efficience technique, rentabilité économique). Et s'il en est ainsi, c'est parce que la valorisation de sa pratique obéit à un principe étranger à ces « dogmes » : son pouvoir performatif n'est en effet pas instrumental mais symbolique. Pour tous ces jeunes, il s'agit avant tout de marquer et d'exprimer une irréductibilité rebelle à un pouvoir négateur d'identité, d'originalité et de libre choix. Il s'agit de montrer son appartenance à un terrain de convivialité chaque jour vécu comme plus perdu par le pouvoir répressif. Foin alors de la non-rentabilité économique de l'emploi du basque ! Foin de son « anachronisme » technique, de son « irrationalité » instrumentale ! Dans l'ambiance et la temporalité qui sont alors celles de la vie en Pays Basque, le basque acquiert une importance qui a bien peu de chose à voir avec les canons que la rationalité technico-instrumentale dominante désigne (9).

On pourrait repérer et suivre ce même processus pour la quasi-totalité des symboles basques. Ainsi, mais à un tout autre niveau, dans le cas de l'*ikurriña* (drapeau basque). Interdit au lendemain de la guerre civile, la réunion de ses couleurs ira jusqu'à être proscrite, à tel point que certains pêcheurs seront obligés de repeindre leur bateau ! Pendant plus de vingt ans, donc, disparition totale de l'*irrukiña* de la surface visible du social, et désinvestissement parallèle et progressif de sa signification d'avant-guerre. Puis, ses redécouverte et pratique suivant un mode inédit, essentiellement transgressif, par les nouvelles générations. Enfin, bien que toujours interdit, son emploi public et massif à la fin du franquisme, dû à son adoption comme symbole de liberté en Pays Basque.

La troisième grande période dans l'émergence et la mise en place du nouveau nationalisme n'est pas chronologique, mais accompagne plutôt la seconde à partir du procès de Burgos (1970). Elle correspond à l'extension de ce mode de perception et d'action à l'ensemble de la population basque suivant la formulation de : « nous la vie, nous les rebelles, nous les Basques » face à « eux la mort,

eux la répression, eux la terreur », de telle façon que le mot Euskadi est chaque jour davantage devenu le synonyme expressif des notions de liberté et de démocratie. Cela ne veut pas dire que tous ceux qui aspiraient à la liberté et à la démocratie en Pays Basque aient alors exprimé ce désir par la pratique des symboles basques, mais qu'à un moment donné, l'immense majorité des Basques, d'une manière ou d'une autre, a manifestement ressenti une corrélation entre les deux.

Et c'est sans conteste au fur et à mesure que cette corrélation est devenue plus forte qu'un nouveau « nous » basque est clairement apparu. Un « nous » qui n'avait sociologiquement plus grand chose à voir avec le « nous » basque d'avant-guerre. Un « nous » sur lequel n'importe quel habitant basque, quelle que fût son origine sociale ou ethnique, pouvait se « brancher » et du même coup faire sien, sans autre détermination que sa volonté et sa subjectivité.

Volonté et subjectivité dont il faut chercher les origines, et donc « l'explication », dans la polymorphie de la vie sociale en Pays Basque, et avant tout dans ce nouvel espace public clandestin, chaque fois plus vaste, qui était en train de se nouer autour d'une opposition frontale à la répression franquiste.

IV. — DE L'ETHNISME AU POLITIQUE

Pour beaucoup, bien mince est la différence entre ce que l'on nommait « identité basque » au début du siècle, et ce que l'on entend par là au sortir du franquisme. Souvent même, cette apparente continuité semble spontanément relever d'une essence qui définirait la « basquitude ». La pratique des mêmes symboles, la valorisation des mêmes traits culturels, la persistance de formes traditionnelles d'organisation, et jusqu'à « l'incomparable savoir-faire culinaire des Basques », sont alors mis en avant. Par ailleurs, certaines similitudes, à quelque quatre-vingt-dix ans d'intervalle, entre le premier nationalisme et le nouveau, pousse à confondre les deux : comme le premier, le nouveau draine et projette dans l'accession de la nation basque à l'indépendance tout un ensemble de désirs et de projets dont un présent hostile empêche la réalisation; comme lui, il hallucine parfois une Euskadi réceptacle d'une société enfin en accord avec elle-même dans la transparence

de son organisation; comme lui, il n'a de mots assez durs pour fustiger les centralistes et les socialistes espagnols.

S'en tenir là serait une erreur. Non pas qu'une telle vision soit « fausse », mais singulièrement superficielle. Le fait que la forme expressive de l'identité basque se noue, de nos jours encore, autour de symboles majoritairement puisés dans le capital symbolique du premier nationalisme ne veut en soi pas dire grand chose. En effet, le partage de mêmes symboles ne saurait renvoyer ipso facto à une même signification sociale. C'est moins du symbole qu'il faut partir que des acteurs qui s'y reconnaissent au sein d'un mode de communication particulier. Or, nous l'avons vu, la communauté basque des premiers nationalistes et la société souterraine, porteuse du nouveau nationalisme durant le franquisme, sont, de ce point de vue, fort distinctes.

L'identité basque exprimée par les premiers nationalistes était avant tout une identité-refuge, dans laquelle ils fuyaient un présent qui ne leur offrait qu'incertitudes, crises et conflits (10). Ne disposant pas d'une altérité fondamentale (un Etat basque) dans et par laquelle elle aurait pu se dire et s'actualiser, l'identité basque « fonctionnait » alors à l'immanence. Apparentée à une essence, toutes ses dimensions étaient rapportées à un substrat, une donnée empirique apparemment incontournable : la race.

Au moment de cerner le nouveau nationalisme, ce n'est pas la persistance d'un tel mécanisme identificatoire qui importe, mais le fait qu'il se soit, tout au long du franquisme, peu à peu effacé devant une façon inédite de vivre et de concevoir identité et nation basques. Les nouveaux nationalistes n'ont désormais besoin de se référer ni à la race ni à un temps mythique (l'âge d'or d'une Euskadi primitive, libre et égalitaire) pour fonder la légitimité de leur revendication. Celle-ci émane directement de leur quotidien : c'est au pouvoir et à la répression qui les désignent et les « marquent » dans leur « condition de Basques » qu'ils en viennent à imaginer une Euskadi libre. Leur regard est moins tourné vers le passé que dirigé vers le futur. Il ne s'agit plus de se crisper frileusement sur la défense d'une culture ou d'un mode de vie menacé, mais de se doter des moyens nécessaires pour construire un avenir meilleur : il n'échappe en effet à personne qu'en Pays Basque, le nouveau nationalisme fut le terreau dans lequel germèrent ou se développèrent les principales uto-

pies sociales des années 60 et 70 (socialisme, coopérativisme égalitaire, puis autogestion et écologie). C'est à n'en pas douter parce que la « condition de Basque » n'était déjà plus synonyme d'une identité ethnique déterminée par une essence immanente, mais désormais marque d'une identité volontaire, liée à la perception d'une loi (celle, nous l'avons vu, qui investissait l'ensemble des habitants basques sous un mode différentiel), qu'un tel phénomène fut possible. D'exclusif et fermé qu'il était avant la guerre, le nationalisme fut capable, dès le début des années 60, de s'ouvrir pour devenir englobant.

Ceci est par exemple bien repérable dans son changement d'attitude envers les immigrés. Ces derniers ne sont plus rejetés et accusés, comme au début du siècle, de tous les maux dont pâtissent les Basques, mais considérés comme de potentiels alliés du combat national et, s'ils le désirent, comme de futurs citoyens basques (11). La participation grandissante des immigrés à la lutte nationale ne fera qu'entériner cette attitude d'ouverture. Mais cette volonté de dépasser le cadre étroit d'un nationalisme défensif ou introverti sera encore plus manifeste dans l'effort constant que déploieront les nouveaux nationalistes pour charger leur lutte de revendications sociales et politiques. Ce n'est alors plus à un simple nationalisme auquel on a affaire, mais à un mouvement véritablement « total », capable d'agir à la fois au nom de la nation et d'une classe sociale pour l'instauration d'un ordre politique nouveau.

V. — DU NATIONALISME AU MOUVEMENT BASQUE

En poussant socialistes et nationalistes basques dans le même camp, le soulèvement franquiste n'avait fait qu'allier deux frères ennemis : jusque dans les tranchées et sous les bombes, ils continuèrent à s'invectiver. Nés à la fin du XIX[e] siècle, en pleine révolution industrielle et à quelques mois d'intervalle, ces deux mouvements n'avaient en effet jamais cessé de creuser le fossé qui, dès le départ, les sépara. Introduites par des « *maketos* », essentiellement portées par un prolétariat immigrés, les mobilisations ouvrières, et plus encore le socialisme, apparurent aux premiers nationalistes comme des intrusions dans le corps social basque, visant à le diviser pour mieux le déstabiliser et le perdre. Soucieux de préserver race et culture, de promouvoir par tous les moyens l'unité du peuple basque autour de l'idée de nation, et de ramener celle-ci à la féli-

cité grâce à un développement harmonieux et sans conflit, les nationalistes ne pouvaient que rejeter la lutte des classes : « S'il y a une œuvre anti-nationaliste, c'est bien celle qui prône la lutte des classes. Le nationalisme basque ne peut être une doctrine de classe. Et surtout, il ne saurait être une doctrine qui porte en soi la lutte d'une classe » (12). De leur côté, les socialistes, insensibles à la crise culturelle que traversait alors le Pays Basque, ne considéraient les nationalistes que comme les « barbares prêchant l'ignoble folie d'un régionalisme enfermé sur l'égoïsme local et la sotte vanité raciale » (13). A l'heure où « l'esprit du siècle tend à faire disparaître les frontières et à la formation d'une seule famille humaine, parler de petite patrie et vouloir conserver une langue régionale est une pure idiotie » (14). Pire : « Les frontières n'ont d'autre fin que de soutenir les capitalistes de chaque nation contre les masses déshéritées », et « le séparatisme d'aujourd'hui, comme le patriotisme d'hier, ne sont que des cartes jouées en leur temps par les exploiteurs de toujours pour que les masses continuent à être enchaînées par la dépendance économique » (15). Les maigres efforts, entrepris à la veille de la guerre civile par certains communistes et une frange laïque du nationalisme pour rapprocher les deux mouvements, ne seront que l'exception confirmant la règle qui, durant près de quarante ans, avait défini les relations entre nationalisme basque et lutte de classe ouvrière : le plus profond des divorces.

Ni les combats communs durant la guerre, ni l'adversité partagée dans l'exil ou la répression, ni même le quotidien franquiste les désignent comme peste et choléra, ne parviendront à réellement éclipser les divergences entre socialistes et nationalistes : les querelles de la veille avaient laissé trop de traces, et l'abîme idéologique qui les séparait était décidément trop profond. Mais ils surent toutefois les taire au moment d'élever leurs enfants. Pour ceux-ci, socialistes et nationalistes furent avant tout présentés comme des alliés face à l'ennemi commun : les nouvelles générations n'hériteront d'aucune « impossibilité congénitale » d'unir lutte ouvrière, socialisme et nationalisme. Pied de nez à l'histoire ? Quelques années plus tard, cette union deviendra précisément une de leurs priorités, au point de faire de la fusion totale de ces mouvements la principale utopie des années 60 en Pays Basque.

C'est sans conteste E.T.A. qui personnifia le mieux

cette utopie en proposant une rupture radicale et définitive avec l'exploitation capitaliste et l'oppression nationale grâce à une même lutte révolutionnaire. Dans leur commune répulsion du franquisme, les luttes ouvrière et nationale s'affrontent en effet, selon E.T.A., à un même ennemi : l'oligarchie et l'Etat qui la soutient. A la collusion oligarchie-Etat espagnol-oppression nationale doit répondre la « combinaison chimique de nature explosive et révolutionnaire : nationalisme-lutte ouvrière » (16). Classe et nation sont alors décrites comme les deux faces d'une même monnaie, frappée par E.T.A. à l'effigie de la révolution.

Deux grandes périodes peuvent être distinguées dans l'expression de ce nationalisme révolutionnaire durant le franquisme. La première s'achève avec les années 60. Elle est caractérisée par la dominance des thèses tiers-mondistes : pour E.T.A., Euskadi est une colonie de l'impérialisme espagnol. L'oligarchie et la bourgeoisie anti-nationaliste s'étant auto-exclues de la nation basque, celle-ci, essentiellement constituée par un « vigoureux prolétariat » (17), peut être assimilé à un « peuple-classe ». Sa libération nationale, comme celle de Cuba, du Viêt-nam ou de l'Algérie, brisera un maillon de plus de la chaîne impérialiste internationale. Un Etat pour le peuple, promoteur de la culture basque et capable de diriger le développement du pays suivant des principes anti-capitalistes sera institué. S'identifiant totalement aux luttes de libération du tiers-monde, E.T.A. adopte rapidement leurs tactiques de guérilla; la lutte armée devient une des dimensions fondamentales de son action. Bien qu'appuyant les mobilisations ouvrières, E.T.A. y joue rarement un rôle en tant qu'organisation; ses militants cherchent plutôt à y systématiser la nécessaire union libération nationale-lutte de classe par des actes exemplaires.

La seconde période commence avec la recomposition d'E.T.A. après son éclatement de 1970 (18). E.T.A. intervient alors de plus en plus directement dans le déroulement des luttes ouvrières. C'est en particulier elle qui sera à l'origine de plusieurs grandes grèves générales unanimement portées par le prolétariat basque. Les thèses tiers-mondistes sont officiellement abandonnées. L'union classe-nation n'est plus recherchée dans une quelconque « surdétermination historique » (Euskadi colonie de l'impérialisme espagnol, rendant sa lutte de libération nationale néces-

sairement révolutionnaire), mais dans la réalité quotidienne des travailleurs basques qui est celle, explique E.T.A., d'une classe exploitée dans un contexte de peuple opprimé : « De la même façon que nous ne sommes pas Basques de façon abstraite, nous ne sommes pas non plus des travailleurs tout court. Notre exploitation ne se réalise pas dans un champ abstrait : nous sommes des travailleurs exploités dans une communauté différenciée » (19). En identifiant désormais sa lutte avec les intérêts spécifiques du prolétariat, E.T.A. reconnait la division du peuple basque lui-même en classes sociales : la notion de « peuple-classe » est alors substituée par celle de « peuple travailleur basque » composé par « tous ceux qui vendent leur force de travail en Euskadi et essayent de s'intégrer à la lutte de libération nationale et sociale » (20). E.T.A. précise sa pensée en soulignant que « l'alliance du prolétariat basque avec les autres classes populaires basques en vue de la libération nationale se base sur l'acceptation par ces dernières des intérêts du prolétariat et sur l'acceptation de la direction politique de la lutte par la clsase ouvrière » (21). Tous ceux qui, basques ou pas, s'opposent à cette dynamique sont considérés comme des adversaires.

Nous sommes ici au plus loin d'une définition ethnique du combat basque. Pour la première fois, nous avons affaire à un mouvement basque véritablement « total » capable d'intégrer très fortement une composante historique (le nationalisme), une composante sociale (le mouvement ouvrier) et une composante politique (la révolution). Dans la situation répressive qui est alors celle du Pays Basque, la lutte armée constitue l'expression la plus forte de ce mouvement, rôle qu'E.T.A. ne cesse de « tirer » vers le haut, c'est-à-dire vers l'insurrection armée et la prise du pouvoir.

L'incontestable appui populaire dont ont bénéficié les guerilleros d'E.T.A. a souvent conduit les observateurs à une erreur : celle de confondre cet appui avec une adhésion idéologique. Dans le morne silence imposé par le franquisme, E.T.A. a certes incarné le seul mode d'expression qui restait aux mouvements populaires : la violence et l'action clandestine, devenant ainsi en quelques années le symbole dynamique d'une volonté d'être, de vivre et de lutter en Euskadi. Seule voix possible de cette volonté, E.T.A. n'en était cependant pas le seul texte. Lutter contre

l'oppression franquiste et contre l'exploitation capitaliste ne signifie pas nécessairement lutter pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et pour la dictature du prolétariat dans un Etat basque indépendant. Si E.T.A. est bien la seule expression du mouvement basque face à la répression, elle n'en constitue pas pour autant la totalité.

Les grandes grèves et manifestations populaires des années 1976-1978, en tentant d'élargir au maximum le nouvel espace politique qui s'ouvrait péniblement, vont en effet permettre de vérifier que la principale aspiration qui traversait le mouvement basque sous le franquisme visait moins à s'emparer de l'Etat que de s'en affranchir. Ce n'est pas à un mouvement insurrectionnel auquel on assiste alors, mais à de vastes mobilisations pacifiques réclamant la libération de la société de la main-mise du pouvoir étatique. Pour tous ceux qui souffraient quotidiennement de l'omniprésence d'un Etat répressif, la revendication principale n'était pas « le pouvoir », mais la limitation de son territoire et son contrôle par tout un ensemble d'institutions capables de reconnaître et d'assurer l'autodétermination de la société civile basque. Apparaît donc ici une autre face, moins voyante mais sans aucun doute plus vaste, du mouvement basque où lutte ouvrière et revendication nationale sont non plus unies par le thème de la révolution mais par celui de la démocratie.

L'existence de ces deux faces distinctes ne constitue cependant pas un obstacle à l'unité du mouvement : si les projets de société divergent, l'ennemi n'en reste pas moins commun et les deux pensent avant tout rupture avec le franquisme. Par ailleurs, l'union classe-nation n'a jamais été aussi forte. Les mobilisations contre le procès de Burgos ouvrent en effet une période où le mouvement ouvrier basque va nettement sortir du champ des rapports sociaux pour se muer chaque jour davantage en acteur historique visant la libération globale de la société basque. Il est par exemple significatif qu'aucune des huit grandes grèves générales ayant paralysé l'activité du Pays Basque au cours des années 1975-1977 n'ait été déclenchée pour des raisons d'ordre économique ou spécifiquement ouvrières. Bien qu'essentiellement portées par la classe ouvrière, toutes furent politiques et se nouèrent autour de mots d'ordre sécrétés par les réseaux de la société souterraine basque : amnistie générale, libertés politiques et syndicales, démantèlement (pour les plus modérés, épuration) des forces de

l'ordre et autodétermination (autonomie) d'Euskadi. L'étendue territoriale de ces huit grandes grèves est tout aussi significative : elle recoupe très exactement l'espace que la répression franquiste avait si cruellement désigné comme « différent » pendant près de quarante ans.

VI. — RETOUR AU NATIONALISME

Cette fusion du mouvement ouvrier avec la lutte nationale en un même mouvement total sera cependant de courte durée. Très vite, les raisons qui avaient amené le mouvement social ouvrier à se transformer en un mouvement historique et politique vont peu à peu disparaître avec l'ouverture démocratique de l'après-franquisme : les syndicats libres et le droit de grève sont reconnus en 1977, les comités d'entreprise protégés par la loi et les premières élections syndicales convoquées fin 1978. Le mouvement ouvrier dispose désormais d'un espace d'expression et de lutte propre qui lui permet d'exister pleinement en tant que mouvement social. Ceci ne veut pas dire que les ouvriers qui manifestaient quelques années plus tôt pour l'autodétermination cessent alors d'être nationalistes, mais qu'ils peuvent conduire leurs luttes de façon autonome. Cette tendance sera d'autant plus forte que, face à l'extrême gravité de la crise économique en Pays Basque et à ses conséquences désastreuses pour l'emploi, l'action des syndicats est chaque jour plus défensive et donc moins encline à convoquer des mobilisations sur des thèmes autres que spécifiquement ouvriers.

Bien que non évoqués jusqu'à présent, ce qu'il est convenu d'appeler les nouveaux mouvements sociaux (féminisme, lutte anti-nucléaire, écologistes et comités de quartiers) suivent une évolution parallèle. Apparus à la fin des années 60 au sein de la société souterraine basque, ils ont pleinement participé au mouvement total des années 70. Cependant, l'espace d'expression qui s'ouvre à eux avec la Réforme révèlera leur faiblesse. Incapables de définir, à l'inverse du mouvement ouvrier, leur identité en des termes sociaux, ces mouvements sont apparemment rentrés dans une phase de déclin. Suivent-ils en cela une tendance observable partout en Europe où utopies et luttes sociales ont laissé place à l'individualisme, au plaisir narcissique et à une critique incessante de l'Etat duquel on exige par ailleurs de plus en plus ? Ou est-ce l'identification de la réalisation de leurs utopies avec l'indépen-

dance d'Euskadi qui les a empêchés de se forger une identité à partir de luttes purement sociales ?

Si, d'une façon générale, la composante sociale du mouvement basque tend à perdre de son importance au fur et à mesure qu'elle s'autonomise, il n'en va pas de même avec la composante nationaliste. Celle-ci n'a en effet cessé de se renforcer durant ces dernières années. Actuellement, le poids électoral des trois formations nationalistes (22) atteint environ 67 % des votants dans les trois provinces autonomes. Très fortement mobilisés à la fin du franquisme autour de la revendication d'autodétermination, la totalité des nationalistes a rejeté la nouvelle constitution espagnole (1978) qui ne reconnait pas ce droit au Pays Basque : tandis qu'elle était plébiscitée par 61,47 % des électeurs inscrits dans le reste de l'Etat espagnol (62,33 % en Catalogne), elle n'a été acceptée en Pays Basque que par tout juste plus d'un tiers des électeurs (34,95 %).

Mais ce rejet massif sera le dernier acte unitaire du nationalisme basque. Celui-ci va en effet très vite se scinder en deux. D'un côté, ceux, majoritaires, pour qui l'urgence d'une paix civile va finalement primer sur le désir d'une indépendance nationale. Les implications historiques du refus de la constitution espagnole par les Basques étaient certainement trop graves pour que l'inquiètude des dirigeants politiques espagnols ne rencontre pas les préoccupations de ce secteur du nationalisme basque : c'était en effet rien de moins que la question de la légitimité de l'Etat espagnol en Pays Basque qui venait d'être posée et donc aussi celle de son monopole de la violence légitime. Conscients des conséquences imprévisibles auxquelles pouvait mener ce genre de raisonnement, une solution « médiane » est cherchée et finalement trouvée sous la forme d'un statut d'autonomie qui sera ensuite accepté par le plus grand nombre.

D'un autre côté, il y a ceux, minoritaires mais extrêmement actifs, pour qui il ne saurait y avoir de paix et de démocratie sans la reconnaissance du droit du Pays Basque à l'autodétermination. Ce secteur du nationalisme radical coïncide actuellement assez bien avec la coalition indépendantiste Herri Batasuna (15 % des voix) qui partage ouvertement les mêmes thèses qu'E.T.A. Apparemment, ce secteur n'est que le prolongement dans l'après-franquisme de la face révolutionnaire du mouvement basque total des années 70. C'est en effet le thème de la rup-

ture, tant avec la dépendance nationale qu'avec le capitalisme qui est sans cesse avancé. D'autre part, la répression indéniablement discriminatoire dont est victime ce secteur (et non plus, ceci est fondamental, l'ensemble de la population prise uniformément (23)) tend à le conforter dans sa vision suivant laquelle « rien n'a changé ». Enfin, une forte identification à E.T.A. semble cristalliser, comme auparavant, un ensemble de résistance, de révoltes et d'utopies. Mais le faible score du syndicat révolutionnaire L.A.B. (6 %) d'une part, et l'enfermement d'E.T.A. dans une stratégie de la tension d'autre part, portent à penser que ce secteur s'éloigne de la figure initiale du mouvement basque pour un retour à du pur nationalisme. Fort de son ouverture et de ses multiples remises en question durant ces vingt dernières années, ce nationalisme doit se poser la question du danger fondamentaliste qu'un tel retour peut comporter.

NOTES

(1) « Bilbao fut sauvé par la conquête et par la force, en un mot à coups de fusils et de canons (...). Pas de pactes ni de remerciements posthumes, mais loi de guerre, dure, virile, inexorable. Il y a eu des vainqueurs et des vaincus. L'Espagne une, grande et libre a triomphé (...), et est tombé vaincu, anéanti à jamais, cet horrible, sinistre et atroce cauchemar qui s'appelait Euskadi (...) » : extrait du discours du 8 juin 1937 de J.-M. Areilza, nouveau maire de Bilbao désigné par Franco.

(2) Pour une étude plus détaillée de cette répression, cf. le chapitre III de la seconde partie de ma thèse : « Question nationale et mouvements sociaux en Pays Basque sud », E.H.E.S.S., 1983, Paris.

(3) Il faudrait certes nuancer cette affirmation selon les zones géographiques basques : le degré de répression n'est évidemment pas le même en Guipuzcoa que dans la Ribera navarraise. Mais seul importe ici le dégagement de cette logique d'action. En effet, l'entêtement hargneux du pouvoir franquiste d'une part, et les menées subversives d'E.T.A. (un moment théorisées dans le cycle action-répression-action) combinées avec la résistance grandissante de la population basque d'autre part, provoqueront l'extension rapide de ce mécanisme original à l'ensemble du territoire basque.

(4) Ces données ne tiennent pas compte du nombre de militants d'E.T.A. tués par la police au cours d'actions armées (15 entre 1970 et 1976).

(5) Terme dépréciatif par lequel les premiers nationalistes désignaient les Espagnols.

(6) « Radios Londres » des Basques émettant depuis le territoire français.

(7) Jour de la patrie basque.

(8) Lieux privilégiés de la sociabilité des jeunes en Pays Basque. Les *cuadrillas* sont des groupes d'amis du même âge et du même quartier, soudés à l'adolescence et auxquels les membres restent la plupart du temps fidèles jusqu'à leur mort ; les *peñas* sont des sociétés récréatives regroupant d'une dizaine à plusieurs centaines de membres dont l'activité centrale demeure l'apprentissage et l'interprétation de danses, airs et chansons traditionnels ; le *poteo* est l'habituelle tournée des bars avant le dîner : à la fois moyen de détente, de rencontre, de discussion et, particulièrement durant le franquisme, d'information.

(9) Pour ceux qui désirent l'apprendre, le basque continue aujourd'hui encore à majoritairement revêtir cette dimension rebelle. Mais on peut s'interroger sur la persistance d'une telle identification au moment où cette langue devient obligatoire à l'école, moyen de sélection pour rentrer dans l'Administration autonome ou pour obtenir un emploi dans le privé.

(10) Sur la nature du premier nationalisme basque, cf. la première partie de ma thèse, op. cit.

(11) Dès les premières années de son existence, E.T.A. se prononçait en ce sens : « Il y a en Euskadi des milliers d'ouvriers venus d'Espagne, et cela ne nous rend nullement racistes. C'est simple : les habitants actuels d'Euskadi, qu'ils soient

ethniquement basques ou pas, sont pour nous les futurs citoyens basques » : *Hemos aprendido historia*, in *Zutik* (organe d'E.T.A.) n° 18, février 1964. Un nationalisme purement ethnique était de toute façon devenu arithmétiquement indéfendable : moins de la moitié de la population basque actuelle descend en effet de celle qui peuplait le Pays Basque avant son industrialisation (fin XIX°).

(12) « *Ni con unos, ni con otros* », in *Euskadi* (quotidien nationaliste), n° 3365, 29.08.1923.

(13) « *Regionalismo chinesco* », in *La lucha de clases* (hebdomadaire socialiste) n° 167, 18.12.1897.

(14) « *Bizkaitarrismo* », in *La lucha de clases*, n° 362, 7.09.1901.

(15) « *El por que del separatismo* », in *Lucha de clases* n° 260, 30.09.1899.

(16) F. Sarrailh de Ihartza (pseudonyme de F. Krutwig, un des principaux idéologues de la « première » E.T.A.), « *Nacionalismo revolucionario* » in *Branka* (publication d'E.T.A.), n° 1, 1967.

(17) En 1970, 83,5 % de la population active basque était salariée, 51 % était employée dans le secondaire, tandis que 65 % de la population totale avait moins de quarante ans.

(18) Conjointement provoquée par une répression sans précédent et par une scission historique de l'organisation au cours de laquelle une grande partie des militants, dans l'impossibilité de mener en même temps une politique de front national (alliance, à l'image des pays du tiers-monde, des classes sociales nationalistes) et une lutte de classe, décidèrent de donner la priorité à cette dernière et renoncèrent à l'indépendance nationale et à la lutte armée. Après une longue dérive gauchiste, ces militants révolutionnaires reviendront toutefois au nationalisme par le biais d'un nouveau radicalisme.

(19) « *Por un movimiento obrero vasco y abertzale* », in *Langile* (publication d'E.T.A.), n° 1, juillet 1974.

(20) In *Zutik*, n° 63, mai 1972.

(21) In *Hautsi* (publication d'E.T.A.), n° 3, avril 1973.

(22) Parti Nationaliste Basque (modéré), Euskadiko Ezkerra et Herri Batasuna (issus d'E.T.A.).

(23) Cf. à ce sujet les rapports éloquents d'Amnesty International.